

Les subsides

Je pense que s'ils avaient le choix, la plupart des agriculteurs préféreraient tirer leurs revenus du marché. Malheureusement, force est de reconnaître qu'en ce moment, le marché mondial des céréales et des oléagineux est perturbé. Nous devons faire ce que nous pouvons pour aider nos agriculteurs.

Il est d'autant plus important de leur venir en aide que la situation difficile qu'ils vivent ne saurait en aucun cas être attribuée à l'inefficacité, à la qualité médiocre de leur produit ou à une mauvaise réputation qu'ils se seraient faite en ne respectant pas leurs engagements. Nous sommes dans cette situation parce que les Américains et les Européens se livrent une stupide guerre de subventions. Il est de la plus haute importance que nous versions une aide financière directe à nos agriculteurs en cette période extrêmement difficile.

Parallèlement au programme d'aide, le gouvernement a aussi décidé de continuer ses efforts de vente. Beaucoup d'entre nous se souviendront que dans une situation semblable à la fin des années 1960 et au début des années 1970 on a pris la décision de se retirer du marché et de ne pas vendre à bas prix. L'initiative était fondée sur le principe selon lequel le fait de ne pas vendre lorsque les prix sont très bas entraîne une augmentation des prix et permet de vendre plus avantageusement par la suite. Le Canada a donc décidé de réduire sa production dans le cadre du Programme de réduction des stocks de céréales. Au début des années 1970, le Canada a ainsi réduit pratiquement de moitié sa production de blé à la faveur d'une politique qui incitait les agriculteurs à cesser de produire.

Nous avons adopté exactement la démarche contraire. Nous estimons qu'en nous retirant du marché, nous donnerions le mauvais signal aux Européens et aux Américains. Nous croyons que nos agriculteurs seront en bien meilleure posture si nous vendons tout ce que nous pouvons, même si les prix sont très bas. Il est préférable de vendre à bas prix plutôt que de délaisser le marché et ne rien vendre du tout. Les stocks de céréales invendus ne rapportent rien. Par contre, en vendant le grain qu'on a, même à faible prix, on s'assure des rentrées de fonds.

Comme résultat, au cours des trois dernières années, le Canada a accru sa part des marchés mondiaux du blé. Nous signalons ainsi à nos concurrents, soit les Européens et les Américains, que si nous pouvons vendre au prix international, alors nous sommes en mesure de faire des offres plus attrayantes que les leurs puisque notre produit est incontestablement de très haute qualité. Deuxièmement, le fait que le Canada a la réputation d'être un fournisseur stable et de ne pas se servir des produits alimentaires comme instruments de chantage, comme l'ont fait les Américains à diverses reprises par le passé, nous a permis d'accroître notre part du marché au cours des trois dernières années. Comme je l'ai souligné, nous avons réussi à conserver et à accroître notre part du marché.

Quatrièmement, et ce qui est l'un des aspects les plus importants, nous avons déployé beaucoup d'énergie sur le plan international pour tenter de trouver une solution à la guerre commerciale internationale. Le premier ministre a mis l'agriculture à l'ordre du jour des entretiens lors des deux dernières conférences au sommet. On peut déjà penser que ce sujet sera abordé à la prochaine conférence au sommet de Toronto. Nous avons pris l'initiative de soulever la question de

l'agriculture aux entretiens du GATT qui sont maintenant en cours. Nous avons soulevé la question de l'agriculture dans de nombreux autres secteurs dans le monde lorsque nous en avions la possibilité.

A mon avis, la plupart des agriculteurs conviendraient que, s'il existe une solution durable aux prix internationaux très bas, il faut qu'elle soit internationale. Il faut renoncer à certaines des subventions qui faussent le commerce et causent des problèmes. Il faut supprimer certaines des barrières commerciales qui empêchent la libre circulation des produits agricoles. Si on ne change rien à nos méthodes, un pays de 25 millions d'habitants va avoir beaucoup de mal à concurrencer un pays de la taille des États-Unis qui compte 235 ou 240 millions d'habitants et la Communauté européenne dont la population dépasse 300 millions. Les trésors publics de ces pays sont beaucoup plus importants que le nôtre.

Si on remporte des succès à l'échelle internationale, ce qui doit constituer la vraie solution à ce problème, on constatera que l'agriculteur canadien peut concurrencer les agriculteurs américains et européens contrairement à la situation actuelle où il doit concurrencer non seulement l'agriculteur américain mais aussi le trésor américain et non seulement l'agriculteur européen mais aussi le trésor de la Communauté économique européenne.

C'est la situation dans laquelle nous nous trouvons. Elle est très grave pour les agriculteurs canadiens. Lorsqu'on pense à la production de céréales et d'oléagineux, on a tendance à penser aux provinces de l'Ouest. Ce n'est pas entièrement justifié. L'Ontario compte davantage d'agriculteurs qu'aucune autre province de notre pays. Il produit autant de céréales que la province du Manitoba. A vrai dire, si on dresse la liste des provinces par ordre de production de céréales, on découvre que la Saskatchewan est le plus grand producteur, puis l'Alberta, puis l'Ontario et enfin le Manitoba. On produit également des céréales dans d'autres régions de notre pays. Par conséquent, ce n'est pas qu'un problème régional de l'Ouest mais véritablement un problème national et le gouvernement en est conscient.

Le Budget des dépenses supplémentaire dont nous discutons aujourd'hui confirme l'engagement que le gouvernement a contracté envers cette industrie très importante en ces temps particulièrement difficiles. L'adoption de ce budget de dépenses nous permettrait de donner quelque 800 millions de dollars aux agriculteurs canadiens pour la fin de mars, ce qui serait très utile pour les encourager et les aider à semer au printemps. En outre, nous allons proposer certains amendements à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, qui aideront, à notre avis, les agriculteurs. Nous avons réalisé beaucoup d'autres choses en matière fiscale. Je suis heureux d'être ici ce matin et de discuter au nom du gouvernement de cette question très importante pour les producteurs canadiens de céréales et d'oléagineux.

M. Foster: Monsieur le président, je suis heureux de pouvoir dire quelques mots au sujet du budget supplémentaire (D), et je suppose qu'il va en découler un projet de loi prévoyant essentiellement l'affectation pendant la durée de l'exercice d'un crédit d'environ 800 millions de dollars pour le programme spécial d'aide aux producteurs de grains. Ce budget supplémentaire découle directement du *Farm Bill* américain et de la